

Guerre au Yémen : les armes françaises au service des atrocités commises par l'Arabie saoudite

écrit par Yann Kempenich | 1 juillet 2018



Illustration : char Leclerc ayant subi une attaque au lance-roquette RPG

Il existe un conflit, oublié des médias, qui a pourtant fait plus de 10 000 morts et 2 millions de déplacés depuis 2015 : la guerre au Yémen.

Dans cette partie de la péninsule arabique, des musulmans se font donc confraternellement la guerre : rebelles houthis soutenus par l'Iran contre soldatesque saoudienne et émiratie, chiites contre sunnites, pauvres contre riches. Dernièrement,

“les forces gouvernementales ont lancé le 13 juin dernier une offensive majeure sur le port d’Hodeïda, contrôlé par les Houthis, faisant craindre une aggravation de « la pire crise humanitaire du monde », selon l’ONU.” ([Le Parisien](#))

Ce qui n’a pas empêché, ce mercredi 27 juin, à Paris, l’organisation d’un grand sommet à huis clos pour tenter de trouver une issue à la crise humanitaire qui frappe le Yémen.

“Cette conférence co-organisée par l’Arabie saoudite a été critiquée dès le départ. Des ONG reprochent à la France de faire le jeu des Saoudiens qui sont partie prenante au conflit.” ([Rfi](#))

Sébastien Nadot, député LREM, critique également les contours de cette conférence :

« La crédibilité est entachée de toutes les zones d’ombre sur le rôle de la France depuis le début du conflit au Yémen, à travers des ventes d’armes, à travers de l’assistance aux Émirats arabes unis ou à l’Arabie saoudite. On est dans une position où l’on semble prendre partie dans ce conflit, tout en n’indiquant pas clairement qu’on le fait. »

En effet, le royaume wahhabite et les Émirats arabes unis sont de gros clients des industriels français de l’armement : “391 blindés, des canons Caesar, des ravitailleurs en vol, des fusils de sniper, des «pods» d’identification et de désignation de cibles pour les avions de chasse, des intercepteurs maritimes, ou encore des missiles, des chars Leclerc dont l’entretien est assuré par la France, des armes de petit calibre, etc. ” ([Libération](#))



Canon de 155mm Caesar



Colonne de Leclerc émiratis au Yémen

Prenons d'ailleurs l'exemple du char Leclerc.

Pour des raisons sécuritaires ou budgétaires, l'armée française utilise avec parcimonie ses [241](#) blindés dont le coût unitaire est estimé à [8 millions](#) d'euros et le MCO (maintien en condition opérationnelle) à 60 millions par an.

En revanche, les Émirats arabes unis, qui en ont déployé 70 au Yémen (sur 388), les utilisent aussi bien en zone urbaine que dans le désert et le Leclerc donne entière satisfaction à l'armée des EAU. Ces chars furent d'abord employés *“en zone urbaine ou périurbaine, en action offensive dès le début de leur engagement pour la bataille d'Aden (mars-juillet 2015) puis pour la prise de la base aérienne d'Al-Anad, [...] des contre-attaques en zone urbaine et montagneuse, [...] des actions offensives en zone montagneuse autour de Ma'rib ou en zone urbaine sur Sabr [...], en appui-feu au profit de l'infanterie ou en position statique pour la protection des PC.”* ([Ifri](#))

Le “retour d'expérience” est donc positif. Il l'est tellement que l'Arabie saoudite, notre plus gros client pour l'industrie française de l'armement, envisagerait d'en acheter une quantité astronomique ([Opex360](#)).

Même satisfaction pour les Mirages 2000-9 émiratis qui participent aux frappes aériennes de la coalition arabe ou pour le canon automoteur Caesar vendu à l'Arabie saoudite. Les industriels français (Nexter, Dassault, Renault Trucks Defense...) sont ravis de prouver l'excellence de leur matériel et l'État français est prêts à donner le feu vert pour de nouvelles ventes aux pétromonarchies: engins Sherpa et VAB Mk3, Caesar de nouvelle génération, canons de 105mm et blindés 6x6 Titus... ([Challenges](#))

Mais pour un pays si soucieux des Droits de l'homme, si enclin à faire la morale à la Russie de Poutine ou à la Hongrie “illibérale” d'Orban, n'est-il pas curieux de s'allier à une coalition arabe dont certaines opérations militaires s'apparentent à des crimes de guerre ?

Lorsque les Turcs ont fait intervenir leurs chars “Leopard” (d'origine allemande) au Rojava, contre les Kurdes de Syrie, la polémique s'est installée au Bundestag et le gouvernement de Mme Merkel avait dû geler l'opération de modernisation de

ces chars, au grand mécontentement d'Ankara. En France, il règnerait plutôt un silence gêné sur le sujet sensible des exportations d'armes.

Pourtant, l'artillerie ou l'aviation émirati-saoudienne n'hésitent pas à cibler les civils.

“En janvier 2016, un rapport préparé par un panel d'expert sur le Yémen à l'intention du Conseil de sécurité de l'ONU a identifié 119 sorties aériennes par la coalition, toutes en violation du droit humanitaire international. Il y est fait état de raids ayant visé des civils ou des biens de caractère civil, notamment des quartiers résidentiels, des marchés, des écoles, des mosquées, des usines, des entrepôts d'aliments, et des rassemblements comme les mariages.” ([ISD](#))

Des milliers de morts, des millions de déplacés, une épidémie de choléra et une famine à l'horizon : cela ne semble pas émouvoir Emmanuel Macron, tout à son combat contre la “lèpre” populiste. Les médias officiels non plus, toujours à la botte du pouvoir, qui abreuvent le Français de reportages choc en toc : ultra-droite, morts palestiniens ou bébés-migrants noyés.

Il faut dire que, contrairement à Poutine, le prince héritier Mohammed ben Salmane et les cheikhs émiratis sont nos amis. Leurs chèques aussi. Et puis la contrepartie à ces ventes mirobolantes est minime : il suffit juste d'aider l'islam à faire son nid en France.



Domage : cette fillette yéménite, blessée pendant un bombardement saoudien, n'a pas été touchée lors de manifestations à la frontière israélo-palestinienne ou au siège d'Alep par les russes. Sa photo ne fera donc pas le tour des rédactions. (Crédit : Khaled Abdullah / Reuters)



Des victimes "collatérales" vite oubliés par les médias : 140 morts et 525 blessés lors d'un bombardement d'une cérémonie funéraire à Saana en octobre 2016 (Photo :

Photo Osama Abdulrhman, AP)